



AMBASSADE DE FRANCE AU TOGO SERVICE ECONOMIQUE TOGO-BENIN

Rédigée par Pierre-Henry LENFANT & Quentin ERNOULT
Ref note SE Actualité économique Togo janvier 2018

Janvier 2018

Tel +228 22 23 46 80 - 22 23 46 73

NOTE

Objet : Actualité économique du Togo – janvier 2018

SOGEA SATOM remporte le contrat de réhabilitation du Wharf de Kpémé

Le contrat de réhabilitation du Wharf de Kpémé (à l'est de Lomé) a été attribué à SOGEA-SATOM (filiale de VINCI CONSTRUCTION) pour un montant HT de 9,63 Mds FCFA (14,7 MEUR). L'entreprise française disposera notamment d'une assistance technique de la part d'une autre filiale de VINCI CONSTRUCTION, à savoir FREYSSINET. Le chantier, dont l'installation a débuté fin septembre, démarrera courant janvier 2018 pour une durée de 24 mois, et portera sur la modernisation des infrastructures (quai métallique de 1000 mètres, îlots, passerelles de liaison, machines...). Il permettra à la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) de sécuriser l'exportation des minerais auprès des vraquiers accostant au wharf.

Officialisation du programme AFD KfW DUE d'extension du réseau électrique du grand Lomé

L'Agence Française de Développement (AFD), chef de file du programme, avec le soutien de la KfW et l'Union Européenne (UE), ont signé, mardi 23 janvier 2018, une convention de financement avec le gouvernement togolais pour la mise en œuvre du PEREL (Programme d'Extension du Réseau Electrique de Lomé). Le concours financier concerne un prêt souverain concessionnel de 30 MEUR de l'AFD, suivi de subventions de la KfW (10 MEUR) et de l'UE (8 MEUR). Ces financements conjoints (47,8 MEUR) permettront d'étendre le réseau basse tension sur 1 800 km, acquérir 20 000 kits de connexion et reconstruire le centre de commande pour la distribution. 65 000 à 70 000 ménages vivent dans les zones concernées, qui sont autant de clients potentiels pour la CEET.

Lancement du Projet d'Appui aux Pistes Rurales (PAPR) avec la participation financière de l'AFD

Après l'officialisation du PEREL, une seconde convention de financement impliquant l'AFD (Agence Française de Développement) a été signée en date du 23 janvier 2018. Il s'agit du Projet d'Appui aux Pistes Rurales (PAPR), financé par l'AFD (prêt souverain de 10 MEUR), la KfW (subvention de 17 MEUR), l'Etat togolais (7,9 MEUR) ainsi que les filières agricoles concernées (500 000 EUR). D'un coût global de 35,4 MEUR, ce projet permettra la réhabilitation de 900 km de pistes rurales dans les régions cotonnières et 85 km de pistes dans les zones de culture de rente (café et cacao). Les capacités institutionnelles seront en outre renforcées.

Trois appuis budgétaires de la Banque Mondiale pour un total de 58 Mds FCFA

En date du 21 décembre 2017, trois accords de financement ont été signés entre l'Etat togolais et la Banque Mondiale (BM) pour un montant total de 58 Mds FCFA (88,4 MEUR), dont 38 Mds FCFA sous forme de dons. Il est question d'un Projet de Gouvernance Economique financé par un don de 8 Mds FCFA avec la contribution additionnelle de l'Union Européenne à hauteur de 3,3 Mds FCFA. Vient ensuite un Programme d'Appui à la Gestion Fiscale et aux Réformes ayant trait aux Infrastructures (PAGFRI) supporté par un don de 30 Mds FCFA auquel s'ajoute un Projet de Réforme et d'Investissements dans le Secteur de l'Energie (PRISET) financé par un prêt de 20 Mds FCFA. A noter que le PRISET est le premier projet d'investissement de la BM dans le domaine de l'énergie depuis les années 90.

Un don de 7,5 Mds FCFA de la BAD pour développer l'agrobusiness

La Banque Africaine de Développement (BAD) vient d'octroyer un don de 7,47 Mds FCFA (10,7 MEUR) à l'Etat togolais dans le cadre du Programme d'Appui à la Promotion de l'Agrobusiness (PAGPA). Le programme s'articule autour de deux volets : le renforcement de la mobilisation des recettes internes et de la gestion des investissements publics dans le secteur agricole ainsi que l'appui à la promotion des agropoles. Parmi les objectifs affichés, il est prévu une diminution du délai de transfert de propriété (de 283 jours en 2016 à 60 jours) ainsi qu'une réduction du déficit de la balance commerciale agricole (de 64 Mds FCFA fin 2016 à 30 Mds FCFA) à travers notamment l'opérationnalisation de zones de transformation agricole.

Mise en place du recensement des entreprises formelles et informelles

L'Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), avec l'appui du gouvernement, va procéder à une vaste opération de recensement général des entreprises (RGE). L'objectif est d'obtenir un panorama précis des entreprises togolaises, aussi bien formelles qu'informelles, afin notamment de connaître leur importance respective. 730 agents-recenseurs seront mobilisés pour réaliser l'initiative. Un atelier de formation des 450 agents de la région maritime se tient à Lomé depuis le 15 janvier 2018, afin de les former à la collecte des données, pour minimiser tout biais statistique. L'initiative est soutenue financièrement par l'Union Européenne, la Banque Mondiale et l'Etat togolais pour un montant total de 960 M FCFA (1,5 MEUR).

Facilitation des échanges en vue au poste de frontière de Cinkansé (Togo-Burkina Faso)

Sur demande de la Commission de l'UEMOA, un projet d'interconnexion des systèmes informatiques douaniers est en cours d'implémentation entre le Togo et le Burkina Faso. Le financement provient de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) qui octroie une subvention de 400 MFCFA au total, soit 200 MFCFA par pays. Le résultat escompté est la réduction du temps de passage à la frontière de Cinkansé, qui devrait passer de 2-3 jours actuellement à 1-2 heures. Ce gain de temps permettra au Togo de renforcer sa position de hub logistique de la sous-région, en acheminant plus efficacement et à moindres coûts de transit les marchandises débarquées au Port Autonome de Lomé vers les pays enclavés.

Rapport-bilan 2017 du Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB)

La revue annuelle 2017 des résultats du PRADEB (2013-2018) s'est tenu à Kpalimé la semaine du 18 décembre 2017. Sur la période 2013-2017, un investissement de 5,5 Mds FCFA (8,4 MEUR) a permis d'offrir à 5 000 jeunes et 15 000 femmes des aides en termes de formation, d'équipement et de financement. Plus de 280 000 personnes ont eu accès à l'électricité dans le cadre de leurs activités économiques à travers la mise en place d'infrastructures d'énergie décentralisée et 7 000 emplois ont été créés. Pour la seule année 2017, les différentes mesures prévues par le programme ont connu un taux d'exécution physique de 90% ainsi qu'un taux de réalisation financière de l'ordre de 81%.

Série de nouvelles nominations au Ministère de l'Economie et des Finances

A l'issue du Conseil des Ministres du 10 janvier 2018, quatre nouvelles nominations ont été adoptées au sein du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). M. Badanam PATOKI est nommé secrétaire général du MEF, M. Ekpaio ADJABO obtient le poste de directeur général du trésor et de la comptabilité publique. Mme. Ahéba JOHNSON est nommée directeur général des études et analyses économiques et M. Wolanyo AMAWUDA devient quant à lui directeur général du budget et des finances.

Une mission de la Banque Mondiale sur la gestion du secteur minier

Une mission de la Banque Mondiale se tient à Lomé du 29 janvier au 2 février 2018, afin de procéder au suivi du Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM), financé intégralement par cette même institution à travers le fonds IDA. Il sera question de faire le point sur le renforcement des capacités institutionnelles et du système de gouvernance des organisations impliquées dans la gestion du secteur minier au Togo.